



HAL
open science

L'illusion de tout découvrir au village : critique de l'empiricisme dans les Marp

Philippe Lavigne Delville

► **To cite this version:**

Philippe Lavigne Delville. L'illusion de tout découvrir au village : critique de l'empiricisme dans les Marp. Les enquêtes participatives en débat : ambitions, pratiques, enjeux, Karthala, 2000, 9782845861169. ird-02733197

HAL Id: ird-02733197

<https://ird.hal.science/ird-02733197>

Submitted on 2 Jun 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'illusion de tout découvrir au village : critique de l'empirisme dans les Marp

Philippe Lavigne Delville

Lavigne Delville Ph., 2000, « L'illusion de toute découvrir au village : critique de l'empirisme dans les Marp », in Lavigne Delville Ph., Sellamna N. et Mathieu M. coord., 2000, *Les enquêtes participatives en débat : ambitions, pratiques, enjeux*, Paris/Montpellier, Karthala/Gret/Icra, pp.396-417.

On connaît la tendance récurrente des intervenants de développement à plaquer des modèles tout faits sur des réalités diverses, et la réticence de bons nombre de cadres ou de chercheurs thématiques (en agronomie, zootechnie, etc.) par rapport au dialogue avec les ruraux. Face à ces problèmes, régulièrement dénoncés depuis longtemps, mais hélas récurrents, les débats actuels sur les démarches d'intervention mettent l'accent, à juste titre, sur l'enquête de terrain, l'analyse de situations locales et le dialogue avec les ruraux. Bien que ce ne soit qu'un aspect des démarches participatives (Mosse, dans cet ouvrage), le diagnostic est une des phases importantes puisque c'est là que s'élabore la connaissance des situations à partir de laquelle les choix d'intervention seront faits. La MARP (méthode active de recherche et de planification participative) qui repose sur des enquêtes et entretiens collectifs, réalisés grâce à une série d'outils (transects, calendrier cultural, diagramme de Venn, classement par niveau de richesse, etc.) est en quelque sorte l'emblème des méthodes d'enquête et de recherche participatives facilitant l'expression des paysans et le dialogue avec l'équipe qui la réalise.

A lire les textes méthodologiques¹, et bon nombre d'études issues de la démarche, on est cependant frappé par le fait que l'essentiel des discussions porte sur ces outils de dialogue (entretiens semi-directifs et supports visuels, avec un accent sur ces derniers) et ne traite qu'incidemment de questions de problématique, d'hypothèses préalables à la réalisation de la Marp : que cherche-t-on ? pourquoi ? à partir de quelles références et hypothèses ?². Certes, il est dit qu'il faut définir les objectifs et adapter les outils en fonction d'eux, et qu'il faut analyser les données secondaires disponibles³. Mais ces questions semblent ensuite négligées, et la démarche reposer en fait sur un postulat implicite, selon lequel un dialogue ouvert avec les ruraux, facilité par l'utilisation des outils visuels, suffit à donner accès aux réalités locales. D'un souci légitime

¹ Contrastant avec l'abondante littérature anglophone, on ne dispose en français que d'une « Introduction » (Gueye et Schoonmaker-Freudenberger, 1991). Celle-ci

² Malgré l'insistance sur l'adaptation des outils aux situations et aux problématiques, le déroulement des Marp apparaît comme relativement standardisé, quand bien même les questions traitées sont très différentes (de la gestion de la fertilité au développement local). Tout en constituant des évolutions significatives, l'adaptation des outils – dont témoignent par exemple les articles du Relai-Marp, support des réflexions méthodologiques des acteurs de la Marp en Afrique francophone – témoigne plus d'ajustements (on organise le calendrier cultural en fonction du découpage de l'année en saisons par les paysans, et non en mois ; on confronte les calendriers ou les cartes du terroir des femmes, des jeunes, des vieux) que d'un souci réel de discuter la pertinence des outils en fonction des questions de recherche.

³ Les exemples cités dans Gueye et Freudenberger (services techniques, services météorologiques, Ong, organisations de volontaires, etc.) renvoient plus à la littérature technique ou sur le milieu physique qu'à la connaissance des sociétés et des systèmes agraires. La rubrique « thèses et mémoires » peut certes contenir les travaux de sciences sociales, mais pas nécessairement.

de réalisme ou d'empirisme (on ne raisonne pas à partir de théories ou de modèles, mais à partir de faits, recueillis par une démarche d'enquête), on risque alors de glisser à un empiricisme, selon lequel il n'y a de réalité que locale, et où la vérité sort du terrain et de la bouche des paysans, sans besoin de références préalables pour être capable de la recueillir et de l'analyser (autre que le croisement de regards liés à la composition de l'équipe).

Or, toute l'expérience des sciences sociales montre au contraire qu'on ne voit bien que ce que l'on cherche, et que les outils ne sont et ne peuvent être que des moyens par rapport à des objectifs, à un questionnement, à des hypothèses préalables elles-mêmes fondées sur l'état des connaissances. La compréhension des règles et logiques des sociétés rurales n'est pas si évidente et les stéréotypes sur les paysans (Olivier de Sardan, 1995) n'auraient pas la vie aussi dure s'il suffisait de dialoguer pour y échapper. La réalité n'est jamais transparente, on n'en perçoit qu'une partie, en fonction de ses regards et de ses grilles d'analyses préalables, qu'elles soient explicites ou implicites. De plus, tous les acteurs, même – et surtout ? – les acteurs locaux, sont dans des positions sociales, des logiques d'intérêts, des jeux d'interactions, qui conditionnent leurs points de vue et leurs analyses. Ces différents points de vue sont bien évidemment tout à fait légitimes et à prendre au sérieux. Mais ils ne peuvent être pris pour argent comptant. Il faut aussi les interroger en fonction de ce qu'ils représentent. Tout l'art du socio-anthropologue consiste justement à construire son regard, par la formation théorique et l'expérience pratique, pour se distancier de ses propres présupposés et préjugés ; et à savoir prendre au sérieux le discours des acteurs, tout en sachant les contextualiser.

En d'autres termes, même si le recueil et l'analyse des données empiriques sont des étapes fondamentales de la production de connaissance, négliger les conditions préalables à une enquête de qualité fait peser de grands risques sur la validité de l'information produite. Il ne s'agit pas ici de défendre une posture scientifique puriste, qui dénigrerait toute connaissance produite en dehors des stricts canons académiques : ma propre pratique de recherche appliquée et d'expertise témoigne largement que je ne me situe pas sur ce plan. Il s'agit d'un point de vue pragmatique, issu tant de l'expérience d'enquête que de la pratique du développement :

- une réalité sociale n'est jamais transparente ;
- du fait de leur culture professionnelle, les intervenants de développement ont souvent une représentation des paysans et de leurs systèmes de production fortement décalée par rapport aux réalités sociales et agraires. Même avec une volonté « d'apprentissage » et un intérêt pour le « savoir traditionnel »⁴, c'est un écran pour comprendre les pratiques paysannes ;
- enfin, les situations d'enquête liées aux interventions de développement portent des ambiguïtés supplémentaires, du fait des enjeux financiers, réels ou espérés, que peuvent avoir les conclusions de l'enquête pour les populations.

⁴ Ce simple terme de « savoir traditionnel » est assez révélateur : le singulier renvoie à quelque chose d'unique et donc de partagé au sein de la « communauté » ; « traditionnel » (utilisé en opposition à « moderne ») signifie ici en fait « paysan » par opposition à « technicien », ce qui est tout de même différent ! on met implicitement l'accent sur des savoirs supposés ancestraux, là où il y a des savoirs et des savoir-faire liés à un type d'acteurs sociaux (les ruraux), savoirs et savoir-faire qui sont divers actuels (quand bien même ils ont une profondeur historique), évolutifs, et adaptatifs. Cf. Olivier de Sardan, 1991, pour une bonne mise au point sur cette question. L'insistance sur la « communauté » renvoie au même type de problème.

Ce qui explique que, malgré la multitude d'enquêtes réalisées, y compris participatives, les interventions de développement se fondent encore souvent sur une ignorance stupéfiante des réalités locales (Jacob dir, 2000).

Le besoin de rigueur méthodologique dépend certes du thème de l'enquête, de ses enjeux, et du degré de finesse que l'on attend. Une enquête opérationnelle, préalable à une intervention, n'a certes pas les mêmes exigences méthodologiques qu'un travail de recherche académique⁵. Mais produire des résultats fiables et pertinents n'en demeure pas moins une exigence cruciale, tant éthique qu'opérationnelle : une erreur importante dans la compréhension de la situation peut aboutir à l'échec de l'intervention ou à des conséquences négatives pour les populations, alors qu'un mauvais travail de recherche est en général simplement oublié... Dans tous les cas, se pose donc le problème de l'information produite, de sa pertinence et de sa fiabilité. Dès lors qu'elle a l'ambition de produire autre chose que des généralités, avec un minimum de fiabilité, une démarche d'enquête participative, comme toute démarche d'enquête, demande une expérience et des savoir-faire théoriques, méthodologiques et pratiques (en l'occurrence, ceux de l'enquête qualitative).

Aux critiques sur la médiocre qualité de bon nombre d'études réalisées selon la Marp, les promoteurs de la démarche expliquent que ce n'est pas la démarche qui est en cause, mais son utilisation : la méthode a été mal utilisée, ou l'étude a été menée par des personnes insuffisamment expérimentées. On peut répondre à cela que le recours à des personnes expérimentées est certes recommandée dans les notes méthodologiques, mais n'est pas affirmée comme une nécessité⁶, ce qui suppose qu'elle est d'emploi aisé. Mais le nœud du problème me semble ailleurs : formaliser des outils comme support d'entretien structure et facilite ces entretiens, mais ne saurait se substituer à ces savoir-faire de conduite d'entretien, ni aux connaissances théoriques minimales sur les sociétés paysannes et les systèmes agraires. Pas plus que la triangulation entre membres de l'équipe Marp, si aucun ne dispose de ces connaissances et savoir-faire. Sans accompagnement, la pratique de la Marp ne suffit pas à garantir un tel apprentissage.

La thèse défendue ici est que la qualité d'une Marp dépend des compétences préalables des membres de l'équipe, bien plus que des outils support des entretiens. Dans ce sens, et bien quelle s'en défende, la Marp est une méthode expert, mobilisant sur un temps court des acquis théoriques et méthodologiques acquis ailleurs, et auparavant. Le principe « d'ignorance optimale », au fondement de la Marp, et qui se justifie pleinement dans une optique opérationnelle, requiert une « connaissance préalable optimale ».

Plutôt que de discuter dans l'abstrait les limites de l'empiricisme, je partirai de l'analyse d'un cas concret : une remarquable étude réalisée « selon la Marp » sur la gestion des ressources naturelles dans le bassin arachidier sénégalais « *Champs, jachère et flexibilité* » (M et K Schoonmaker

⁵ Conçue au départ comme outil rapide et opérationnel de caractérisation de situations, comme l'indique le terme « appraisal », la Marp est de plus en plus utilisée comme démarche de recherche, y compris en sciences sociales, ce qui pose de nombreuses questions. Peut-être le fait d'inclure le terme de « recherche » dans le nom français a-t-il contribué à l'ambiguïté sur les usages de cette démarche. Mais le fait est là, et on ne peut pas l'évacuer.

⁶ « Il est important pour ceux qui sont *au contact* pour la *première fois* avec la méthode, *d'essayer* d'inclure dans leur équipe des personnes ayant déjà acquis une solide expérience » (Gueye et Freudenberg, 1991 : 6).

Freudenberger, 1993)⁷. Il s'agit là d'une étude remarquable à bien des égards comme on le verra, dont les résultats sont en phase avec les réflexions les plus actuelles sur la gestion des ressources naturelles⁸. Partir d'une Marp réussie, et non pas d'une mauvaise étude m'a paru plus pertinent pour mon argumentation, et échapper à l'argument sur la mauvaise utilisation de la méthode. Les questions de fonds que je discute me paraissent d'autant plus apparents que la démarche a été utilisée dans toutes les règles de l'art. Je m'interroge en particulier sur le lien effectif entre les outils de la MARP⁹, et les connaissances et interprétations proposées : en quoi l'information recueillie découle-t-elle des outils de la Marp ? aurait-elle pu l'être sans eux ? dans quelle mesure cette qualité d'analyse découle-t-elle de la méthode MARP ?

I. Les résultats de l'étude : des pratiques locales dynamiques de gestion des ressources naturelles, dans des espaces sociaux historiques

Cette étude a été réalisée à la demande d'une Ong (Vision Mondiale) qui intervenait déjà dans le village (forage, jardin maraîcher) et souhaitait travailler sur la gestion des ressources naturelles. Elle a été menée par une équipe de 6 personnes, dont 3 cadres de l'Ong (2 d'entre eux connaissaient déjà bien le village), un sociologue de l'ISRA (Institut sénégalais de recherches agricoles) et deux experts de la MARP (dont un anthropologue, travaillant sur le foncier) et s'est appuyée sur les outils classiques : transect, calendrier, schéma des évolutions historiques. J'en résume ici les principaux résultats.

Ndâme Mor Fadamba est un village wolof du Kayor, au sud de Louga, dans la zone sahélienne du bassin arachidier. Il est le centre d'un espace historique de 6 villages, fondés au XVIII^e s par un lignage maraboutique, les Lô, à partir d'une dotation de terres du souverain du Kayor. Le village est en conflit avec un village voisin sur la zone nord du territoire villageois, où toute culture a finalement été interdite par l'administration. Le village, mais aussi le groupe des six villages, sont dirigés par l'aîné du lignage fondateur, assisté d'un "conseil des anciens" qui regroupe les aînés des familles Lô pour le groupe de villages, et les chefs de famille du village pour Ndâme Mor Fadamba.

L'espace agraire reproduit le système auréolaire classique en Afrique soudano-sahélienne, avec une zone de champs de case autour des habitations, une auréole de culture permanente en partie fumée par les animaux, et la brousse. Ces différents espaces sont l'objet de modes d'exploitation différenciés, non seulement en termes de cultures, mais aussi en ce qui concerne les types d'arbres, la gestion de la fertilité, etc. Les arbres ont de multiples fonctions : bois d'œuvre, fourrage, etc. Les champs sont regroupés dans des zones de cultures, qui sont déplacés au fil des années sous l'égide du chef de terre, conformément au modèle décrit par Péliissier (1966).

Jusque dans les années 60, la forêt dominait l'espace. L'arachide et la culture attelée ont entraîné

⁷ M et K Schoonmaker Freudenberger, 1993, « *Champs, jachère et flexibilité* », *la gestion des ressources naturelles à Ndâme Mor Fadamba, Sénégal; Résultats d'un étude réalisée selon la MARP* », IIED, 53 p.

⁸ On est loin ici des MARP pratiquées par des techniciens de projets, après une rapide formation et sans appui méthodologique. Cf. le texte de M.Mathieu *Balade d'un expert anthropologue sur les traces de la MARP*, dans cet ouvrage.

⁹ Qui, dans bien des cas, ne lui sont pas spécifiques : les transects, les schémas du terroir, les calendriers de travail, de consommation et de trésorerie sont des outils classiques de l'économie rurale et de l'agronomie.

des défrichements massifs et les jachères ont régressé. Avec la sécheresse, l'agriculture a périclité, les villageois ont investi dans l'élevage, ainsi que dans la migration (à Dakar, puis aussi à l'étranger). Les familles pauvres ont été obligées de vendre leur matériel de culture, voire leur animaux, et ont plongé dans les déficits vivriers structurels et l'endettement. Les familles aisées ont pu plus facilement envoyer leurs enfants migrer à l'étranger et obtenir des revenus conséquents : les différenciations économiques se sont donc renforcées. Pendant le même temps, les stratégies de réponse aux crises ont radicalement changé : elles se basent aujourd'hui sur les migrations et sur les revenus extra-agricoles, et non plus sur les seules ressources locales (cueillette, etc.).

Tous ces changements ont eu des impacts significatifs sur les ressources naturelles et leur gestion. Les ressources en sols, en ligneux, ont beaucoup changé, tant en qualité qu'en quantité. Certaines essences d'arbres ont disparu, d'autres ont régressé. Le striga a envahi les champs de mil. Avec la reconversion des paysans vers l'élevage et la migration, les surfaces cultivées ont significativement diminué et les surfaces en jachères ont au contraire augmenté. Les paysans ont profondément modifié leurs modes d'exploitation et des innovations endogènes apparaissent : régénération de terres avec paillis de tiges de mil, élagage de certains arbres, tentatives d'agroforesterie, et même cultures de fourrage (*andropogon*).

Ces transformations majeures des logiques économiques familiales sont allées de pair avec le maintien d'une grande "flexibilité" dans la gestion des ressources naturelles : les paysans continuent à jouer de ressources multiples, ce qui permet une adaptation à des conditions très aléatoires et maximise les possibilités de réponse. Tels qu'identifiés dans l'étude, les points fondamentaux de cette gestion sont :

- une superposition de droits sur un même espace (pour la culture, pour l'exploitation des arbres, pour la cueillette des fruits, etc.);
- l'existence de différentes échelles de décision : l'individu (sur les parcelles qu'il exploite, en termes de choix des cultures et des itinéraires techniques, mais aussi pour la cueillette); la famille (en ce qui concerne les jachères et leur mise en culture, ou les prêts de terre à des gens du village), le village (sous l'égide du chef) pour les déplacements des zones de jachère, pour les prêts de terre à des étrangers, etc.;
- une négociation permanente sur les formes d'utilisation des ressources dans le temps et dans l'espace.

Ces logiques paysannes d'exploitation du milieu, souples et diversifiées, s'opposent à la Loi sur le Domaine National, qui a une définition très restrictive de la "mise en valeur" et donne des droits permanents à ceux qui cultivent la terre. Pour s'en protéger, et conserver leur "flexibilité", les paysans ont adopté une série de mesures. Pour éviter des revendications foncières, ils ont en particulier réduit la durée des prêts de terre, et renforcé les marques d'appropriation sur leurs parcelles. Les paysans ne se sont pas contentés d'adapter les systèmes de production, ils ont aussi transformé les règles de gestion des ressources.

A travers cette étude, cinq "mythes" des développeurs sont sérieusement mis à mal et sont explicitement dénoncés (je cite) :

- *les villages agissent comme des entités isolées (la plupart des projets utilisent des villages pris isolément comme unité d'opération) ;*
- *les paysans sont des cultivateurs qui s'intéressent peu au bétail et à l'élevage des*

animaux ;

- les structures locales/coutumières de décision sont maintenant largement défuntes avec l'institution de cadres et de codes juridiques imposés et plus formels qui réglementent l'utilisation des ressources naturelles ;

- les villageois sont des fatalistes, qui acceptent les arrêts du destin, se livrent à l'agriculture traditionnelle, et il est rare qu'ils initient des innovations et des expériences personnelles ;

- les villageois sont généralement conservateurs et adoptent une perspective de planification à très court terme.

On observe au contraire des stratégies actives, à la fois individuelles et collectives, d'adaptation à un environnement (tant naturel que législatif) changeant. L'homogénéité politique du groupe de villages permet une gestion des ressources naturelles à l'échelle micro-régionale. Elle permet aussi de gérer les conflits, de se protéger des impacts négatifs externes. Selon l'équipe de la MARP, *"la découverte la plus importante de cette étude concerne peut-être le rééquilibrage constant et dynamique des stratégies de subsistance des hommes dans le village de Ndâme"*. L'équipe a été sidérée de *"l'aptitude de nos informateurs à fournir des analyses pénétrantes de l'évolution de ces stratégies, non seulement pour expliquer le passé, mais aussi pour les perspectives d'avenir"*. Dans un tel contexte, les recommandations sont :

- veiller à ce que les propositions sauvegardent cette flexibilité¹⁰ ;
- favoriser la diffusion des techniques paysannes originales ;
- apporter des informations techniques sur les questions qui préoccupent les paysans, ou mobiliser la recherche pour identifier des solutions, en dialogue avec les producteurs, si elles n'existent pas encore. Les thèmes soulevés par la population (hommes et femmes) sont :
 - les expériences en matière de régénération des pâturages et d'amélioration de leur composition floristique ;
 - les pratiques visant à régénérer les espaces végétales locales qui ont beaucoup de valeur ;
 - les pratiques recommandées en matière d'élagage des arbres (recherche à mener avec les bergers peuls, qui ont des connaissances en la matière) ;
 - la culture des graminées fourragères, et *andropogon gayanus* en particulier ;
 - l'agroforesterie avec certains arbustes qui intéressent les paysans pour leurs effets sur les rendements et le sol.

Il s'agit donc de favoriser les dynamiques paysannes d'adaptation des techniques agro-pastorales, en prenant acte des dynamiques économiques (en particulier la régression du rôle de l'agriculture). L'équipe a montré une forte capacité à saisir les logiques paysannes et à sortir des sentiers battus. Dans ce sens, ce travail est assez remarquable. On est loin ici de la vulgate sur la rapide disparition des jachères sous l'effet de la pression démographique¹¹, et des projets de

¹⁰ Ce qui paraît un peu contradictoire avec l'insistance sur la "planification". Mais peut-être ce terme est-il une traduction inadéquate de "planning", au sens de définition et programmation des activités.

¹¹ Qu'il n'y ait pas de malentendus : je ne dis pas qu'il n'y a pas une tendance globale à la réduction de durée des jachères, du fait de l'extension des surfaces cultivées. Mais, les processus sont plus complexes et parfois inverses (ce que montre du reste cette étude). Or, au lieu d'être un cadre d'analyse général à tester, préciser et valider à chaque fois (sachant que les densités dans les pays du Sahel varient entre moins de 10 et plus de 150 h/km², et combien les histoires locales ou régionales peuvent déterminer des trajectoires spécifiques), le schéma standard finit par être une

GRN, qui aboutissent à des aménagements de bas-fond à la finalité mal précisée, ou à des jardins maraîchers collectifs comme unique intervention sur la « gestion des ressources naturelles ».

II. Méconnaissances et connaissances préalables à la Marp

Cette analyse est particulièrement intéressante, et en phase avec les acquis les plus récents de la recherche sur la gestion des ressources naturelles. Mais, à y regarder de près, on peut se demander jusqu'à quel point elle est directement issue de la MARP et donc *a contrario* jusqu'à quel point la MARP, comme méthode, est nécessaire ou particulièrement pertinente (par rapport à d'autres approches) pour aboutir à ce type de résultats. A première lecture, la réponse semble évidente : l'étude a été réalisée « selon la Marp » et est le produit d'un travail d'équipe, elle s'appuie sur des schémas de terroir et des tableaux construits par les paysans montrant l'évolution du système agraire dans le temps. Une lecture plus attentive révèle cependant un processus de production où les différents membres de l'équipe ont des positions et des apports différents, et un décalage certain entre les informations recueillies et analysées, et ce qu'on peut tirer des outils visuels utilisés.

« *L'étranger a de gros yeux ouverts, mais ne voit rien* »¹²

Une chose frappante est le contraste entre la finesse des analyses sur la gestion des ressources, qui témoigne d'une parfaite compréhension des logiques paysannes, et certaines phrases qui témoignent d'une découverte étonnée par certains membres de l'équipe, sidérés de "*l'aptitude de nos informateurs à fournir des analyses pénétrantes* ». De telles phrases, qu'on retrouve à différents moments du rapport, renvoient semble-t-il clairement aux cadres de l'Ong qui, grâce à cette étude, ont découvert énormément de choses sur les paysans, qu'ils croyaient cependant connaître en travaillant dans le village depuis plusieurs années. Il est vrai que la formation technique de la majorité des cadres du développement ne les incite pas à dialoguer avec les paysans, quand elle ne colporte pas encore implicitement une vision complètement dépassée « du paysan conservateur à qui il faut montrer la voie de la rationalité ». Il est vrai que la pratique du développement réduit le plus souvent les moments d'échanges avec les paysans à des réunions de « sensibilisation » où il s'agit de savoir comment mettre en œuvre un projet déjà défini et non d'écouter les paysans. Sans oublier que techniciens et paysans ne partagent pas toujours une langue commune ce qui ne facilite pas la communication. Pour les cadres, il est probable en effet qu'une telle étude ait été un moment très fort, bouleversant leur vision de leurs interlocuteurs paysans. Il n'en demeure pas moins que quiconque a réalisé des entretiens avec des paysans, dans de bonnes conditions d'écoute, où ils se livrent au lieu d'adopter la position classique de retrait, a été frappé de leurs capacités d'analyse. Encore faut-il les mettre en situation.

« *L'étranger ne voit que ce qu'il sait* » « *l'étranger a de gros yeux ouverts mais ne voit rien* ».

vérité générale, plaquée partout (de 10 à 150 h/km² !), sans être mise en questions. Répété à longueur d'études « de terrain » sans avoir été validé, il finit d'autant plus par apparaître universel... et justifier le fait de ne pas le discuter un minimum dans telle ou telle situation locale. Pour le poids des « récits » dans les représentations de l'environnement en Afrique, cf. Leach et Mearns eds, 1996.

¹² Proverbe dendi, communiqué par Nassirou Bako-Arifari.

Ces proverbes africains classiques illustrent bien cette situation. On peut fréquenter des paysans pendant des années, sans les connaître. On peut voir quotidiennement des choses et passer à côté, par ce qu'on ne sait pas que c'est significatif, ou qu'on ne sait pas relier les faits entre eux et les interpréter. Comment savoir qu'il est important de s'intéresser à l'histoire sociale et politique du village ? comment savoir qu'il faut s'interroger sur les règles d'exploitation et de gestion des espaces de brousse ? toute la culture du développement pousse au contraire à occulter l'histoire et le politique, à considérer que l'agriculture est toujours la priorité des paysans et les revenus extra-agricoles un pis-aller, ou que les jachères régressent nécessairement; à ne voir que les situations de dégradation (justifiant bien sûr une intervention) et non pas les dynamiques, les innovations. Les cinq mythes dénoncés à juste titre ont la vie dure. Justement parce qu'il est très possible, même en étant sur le terrain, de rester aveuglé par les grilles de lecture développementistes ou techniciennes, et de ne pas voir que les paysans raisonnent, expérimentent, innove, adaptent.

Une attitude respectueuse, ouverte, apprenante, est certes une *condition*, mais il ne suffit pas d'ouvrir les yeux et de poser des questions. Encore faut-il savoir qu'il faut les ouvrir, savoir ce qu'il faut regarder ou poser comme questions, et comment interpréter les informations. C'est manifestement le cas des animateurs de l'étude. Mais ce n'est pas spontané, comme différents exemples dans le rapport l'illustrent. Ainsi, à propos des différenciations économiques révélées par la structure de l'habitat. *"En regardant attentivement la place du village, l'observateur attentif commence à se rendre compte de la complexité des rapports sociaux qui caractérise le village"* nous dit le rapport. Certes, la structure de l'habitat est un révélateur social, au sens où elle témoigne de l'organisation en quartiers, de l'ordre d'arrivée des lignages, de qui contrôle la mosquée, etc. Mais c'est l'exemple typique où il faut savoir que c'est significatif, non pas pour le voir, mais pour l'observer et en tirer des conclusions. *"L'observateur perspicace"* est celui qui sait que c'est significatif. C'est celui qui a, implicitement ou explicitement, une "théorie" sociologique, ou du moins une certaine vision, qui n'est pas nécessairement spontanée, sur les différenciations sociales et sur la façon dont elles s'extériorisent. Pour les autres, la structure du village témoignera d'un simple agencement spatial, sans signification particulière. Certes, certains n'ont pas besoin de formation en sciences sociales pour avoir un tel regard « sociologisé ». Mais, étant moi-même passé à côté de ce genre d'observation, lorsque je travaillais comme agro-économiste avant d'avoir une formation en sciences sociales, je mesure particulièrement bien combien cette « perspicacité » n'est pas spontanée, ou en tous cas pas chez tout le monde.

De même à propos des migrations. La culture des développeurs les pousse à sous estimer l'ampleur de ces facteurs, ou à ne considérer les revenus extra-agricoles que comme des palliatifs aux limites de l'agriculture, qui est vue comme la priorité naturelle des paysans. Les paysans eux-mêmes tendent à renforcer cette image, tant pour bénéficier d'appuis, que pour éviter de devoir reconnaître leur dépendance économique vis-à-vis de leurs fils. Tout se conjugue donc pour occulter l'enjeu économique des migrations. Approfondir ce thème suppose que l'on sente que cela a un intérêt. Soit que l'on sache que les revenus extra-agricoles sont désormais au Sahel le mode de régulation de l'économie familiale. Soit, au minimum, que l'on ait un regard décalé de la vision "paysanniste" qui est celle de la majorité des "développeurs" et que l'on s'intéresse à l'économie familiale dans son ensemble, c'est-à-dire à la façon dont les familles jouent sur une pluralité d'activités et de sources de revenus pour, selon les cas, assurer tant bien que mal leur reproduction, ou au contraire accumuler. Là encore, rien de spontané dans ce regard, comme en témoigne la masse d'études, fondées pourtant sur des enquêtes de terrain, qui passent

complètement à côté de ces aspects, et continuent à reproduire ces clichés et ces mythes¹³.

De fait, l'approche proposée dans cette étude n'est pas anodine. L'accent mis sur les acteurs, les rapports sociaux, l'histoire ; le fait de lire les systèmes d'exploitation à travers l'économie des familles ; l'intérêt pour les règles de gestion des ressources : tout cela témoigne d'une posture de spécialistes en sciences sociales. La tentative d'articuler évolutions d'ensemble et dynamiques locales, facteurs structurels et innovations, renvoie à une analyse dynamique, soucieuse des acteurs comme des mouvements de fond qui, là encore, renvoie à une attitude intellectuelle spécifique.

Une connaissance préalable sur l'histoire sociale et politique régionale

L'étude apporte également une image synthétique de l'histoire agraire (arachide, culture attelée, sécheresse, migrations) et politique (avec des références aux souverains du Kayor et à leurs dotations de terre) de la région. Il est peu probable que toutes ces informations puissent être issues des seuls entretiens au village, même si les vieux possèdent souvent une connaissance historique remarquable. Si l'histoire de la fondation du village peut être aisément reconstituée dans ses grandes lignes, ce n'est pas en quelques jours d'enquête dans un seul village qu'on peut reconstruire la logique des dotations de terres aux marabouts par les *Damel* (souverains du Kayor), ni l'installation des domaines maraboutiques. Tout au plus peut-on valider une connaissance générale préalable, en la précisant dans un contexte micro-régional donné. La richesse de l'information du rapport témoigne, au minimum d'une grille d'analyse socio-historique serrée, qui permet de cibler les informations demandées aux villageois et de les organiser en un cadre cohérent, ou plus vraisemblablement d'une connaissance préalable de la région du bassin arachidier et de son histoire.

Outre par la littérature¹⁴, cette connaissance est vraisemblablement apportée par le sociologue de l'Isra. Le fait de se référer à ces études historiques sur le Kayor au XVIII^e siècle est particulièrement significatif : sans une solide culture sociologique, qui centre les questions d'appropriation et de gestion des ressources sur leur dimension sociale et politique, comment avoir l'idée de consulter une telle référence ?

Mobiliser des références théoriques pointues sur la gestion des ressources naturelles

Le cas est encore plus flagrant avec la question des ressources naturelles, qui est au cœur de

¹³ De façon plus anecdotique, le rapport explique que le climat sahélien bascule régulièrement entre des phases sèches et humides. Là, c'est le fruit de recherches climatiques récentes. Cela ne fait pas partie des connaissances générales des développeurs et ne se découvre pas sur le terrain. L'affirmer demande d'avoir lu des études sur le sujet, et de s'intéresser à une perspective historique assez large. Par contre, sans remonter jusqu'au XVI^es (p.11), l'enquête aurait pu permettre de noter que la période 1940-1960, période "normale" de référence, était en fait une phase pluvieuse, qui a permis l'extension des cultures vers le nord et l'accumulation en bétail, rendant le basculement dans un phase de sécheresse d'autant plus brutal.

¹⁴ La bibliographie ne se limite pas aux ouvrages de base ou généraux sur la région, comme il serait logique dans une logique d'« ignorance optimale », et contient des études historiques et foncières, dont on sait qu'elles ne sont pas le livre de chevet des Ong.

l'étude. La superposition des droits, la flexibilité dans la gestion des ressources naturelles, le rôle des instances coutumières dans la régulation actuelle de la gestion des ressources, les analyses en termes de « droit foncier local » (ni « traditionnel », ni « moderne » mais hybride, contemporain) sont des acquis de la recherche foncière de la fin des années 80. Ces façons d'analyser les choses n'ont été formalisées que récemment par la recherche qui, à force d'observer, de déplacer son regard au fur et à mesure de l'avancée des connaissances, en est arrivée à formuler ses observations avec ces outils conceptuels. Pouvoir observer et analyser les choses en ces termes demande d'être sorti de l'opposition « traditionnel/moderne » qui continue à structurer notre univers mental. Cela demande de s'intéresser aux règles de gestion des ressources, et donc de savoir qu'il y a des règles, et que ces règles sont spécifiques à chaque ressource. Ce ne sont pas des choses qu'on "découvre" si vite sur le terrain si on ne sait pas qu'il faut les y chercher¹⁵. Sinon, tout cela aurait été découvert depuis longtemps, et par beaucoup de monde.

Construire la problématique de départ autour de "qui utilise les ressources, qui décide des modes d'utilisation, quelles sont les règles" suppose qu'on fasse l'hypothèse qu'il y a des règles, et donc qu'on soit sorti de la vulgate sur l'inefficacité des règles coutumières (que cette inefficacité soit congénitale aux systèmes coutumiers, comme dans la vision « rationaliste »; ou qu'elle soit considérée comme découlant des évolutions récentes), comme de celle sur la réduction des jachères, sur la dégradation des ressources en bois, sur l'absence de savoir-faire paysan concernant les arbres, etc. Cela n'est manifestement possible que si l'on dispose au préalable d'une grille de questionnement pertinente, alimentée aux résultats récents de la recherche. Le rôle des animateurs de la Marp, dont l'un est anthropologue travaillant sur le foncier, est ici manifeste. D'autant que rien, dans les outils standard de la Marp ni dans la formation des agronomes, n'attire le regard sur ces aspects¹⁶. On peut décrire des systèmes de production, utiliser des cartes de terroir et des transects, sans jamais se poser la question de l'appropriation et de la gestion des ressources.

Une certaine connaissance préalable sur la région (en particulier sociologique et historique), une posture sociologique et un questionnement pertinent sur la gestion des ressources naturelles ont ainsi été mobilisés pour cette étude. Bien que leur part respective soit difficile à cerner, ils apparaissent, selon toute vraisemblance, avoir été des préalables nécessaires pour pouvoir arriver à des résultats aussi fins. Et, bien logiquement, les cadres de l'Ong ne disposaient pas de préalables, ce qui explique l'ampleur de leurs découvertes, alors même qu'ils travaillaient dans le village depuis 2 ans.

III. La « participation » des ruraux à la production des données est-elle une alternative à l'ignorance préalable ?

Mais, objectera-t-on, toute cette argumentation relève d'une logique de recherche "extractive", où l'enquêteur prélève des informations selon son propre questionnement et construit lui-même son interprétation. Dans la MARP, ce ne sont pas les techniciens qui font l'analyse, ce sont les paysans, dont on recueille la connaissance et les savoirs. Ce sont eux qui ont cette "connaissance

¹⁵ Même si, à l'inverse, la maîtrise de ces acquis théoriques permet de caractériser rapidement une situation, et est bien un outil pour des "diagnostics rapides".

¹⁶ K.Freudenberger (1994) a depuis élaboré une démarche rapide d'identification des droits sur la terre et les arbres, publiée par la FAO.

préalable" et la transmettent à l'équipe. Ce n'est en fait pas si simple, et dire qu'on s'appuie sur les savoirs paysans ne résout qu'en partie le problème.

En effet, toute enquête, même la plus extractive, s'appuie par définition sur les informations données par les enquêtés, qui « participent » donc toujours à la production d'informations. C'est bien évidemment encore plus vrai en enquêtes qualitatives, par entretien, où l'on ne demande pas seulement des réponses courtes à des questions fermées élaborées par les techniciens ou le sociologue. Là, on cherche au contraire à rendre compte des réalités telles que les acteurs locaux les vivent et les disent, et à reconstruire une réalité complexe à partir des connaissances et représentations, toujours partielles et socialement situées, d'un ensemble d'acteurs partie prenante de cette réalité. Et on écoute parler les personnes interrogées, les incitant à restituer leurs connaissances et expliquer leurs points de vue et analyses selon leurs propres termes et interprétations.

La différence entre démarche d'enquête par entretiens qualitatifs (classique en socio-anthropologie) et démarche d'enquête « participative » ne tient donc pas au fait que la première serait extractive et la seconde refléterait le point de vue des acteurs locaux : toutes deux partagent cette même ambition. Elle tient au caractère collectif de la démarche Marp (entretiens collectifs, menés par une équipe), rarement pratiqué en sciences sociales. Ces entretiens collectifs ont des avantages, mais sont aussi porteurs de risques souvent sous-estimés¹⁷. Toute démarche d'enquête est sensible aux conditions de l'enquête et aux types d'interactions qui se créent entre enquêteurs et enquêtés. Contrôler autant que faire se peut les biais liés à la situation d'enquête fait partie des savoir-faire de terrain d'un bon sociologue¹⁸. Pas plus qu'une autre démarche, la Marp ne peut échapper pas à ces problèmes, et on peut même craindre que certains aspects de la démarche tendent même à les renforcer. Certes, l'attitude apprenante de l'équipe peut faciliter l'établissement d'une relation de confiance. Mais il serait assez naïf de croire que s'installer en groupe dans un village et mobiliser les habitants pendant plusieurs jours de suite, pour des réunions et ateliers divers, dans un contexte lié plus ou moins directement à l'intervention (et donc à des opportunités de ressources financières) puisse être neutre, et que la « confiance » puisse s'installer tout de suite, suffisamment pour que les enquêtés (ou en tous cas les notables) ne tentent pas d'établir un contrôle stratégique des informations livrées.

De plus, les "savoirs" locaux ne sortent pas tout prêts, avec les mots des développeurs, construits et ordonnés selon leur façon de penser. Quiconque a pratiqué les entretiens qualitatifs sait effectivement que les ruraux ont souvent, comme l'ont découvert certains membres de l'équipe Marp à Ndâme Mor Fademba *"une aptitude à fournir des analyses pénétrantes de l'évolution de ces stratégies, non seulement pour expliquer le passé, mais aussi pour les perspectives d'avenir"*. Mais ces savoirs et ces analyses ne sont pas toujours explicites. Il ne suffit pas de donner la parole ou de proposer de répartir des cailloux sur le sable pour qu'ils s'expriment. En situation d'enquête, ce que disent les enquêtés dépend largement (outre du contexte de l'entretien), des questions posées et de la façon dont l'enquêteur conduit son entretien. Il y a des choses qu'on ne pense pas à dire, parce que cela paraît évident (même si c'est nouveau pour l'enquêteur)¹⁹. Il y a

17 Ces questions sont débattues dans d'autres textes de cet ouvrage, en particulier Maïzi et Mosse.

18 Cf. Olivier de Sardan dans cet ouvrage.

19 Une bonne partie de ce qui forme le cœur de la vie sociale locale relève sans doute de cela. Ayant une image de la société locale comme somme d'exploitations juxtaposées, visant à maximiser la production, l'enquêteur ne pose pas

des choses qui ne se disent pas, ou pas tout de suite. Il y a des choses que l'on ne dit pas à n'importe qui ou n'importe quand. « *La vérité du jour n'est pas celle de la nuit* », dit un autre proverbe bien connu.

Pour ne prendre qu'un exemple, l'étude de Ndâme Mor Fadembe explique très bien les contradictions entre les logiques locales de gestion des ressources et la législation foncière (cf. ci-dessus). Elle explique que, face au risque d'appropriation des terres par les emprunteurs, les détenteurs de terre réduisent la durée des prêts. Mais les villageois ne diront sans doute pas tout de suite et spontanément : "*voilà, la Loi sur le Domaine National risque de bloquer nos stratégies de flexibilité dans l'usage des ressources naturelles, alors nous avons mis en place des moyens de nous en protéger*"... Il est délicat, face à des étrangers, de dire qu'on essaye de contourner la loi. Les paysans commenceront sans doute par ne pas en parler, ou alors de façon indirecte. A moins qu'ils croient trouver des alliés, et tendent au contraire à exagérer les difficultés rencontrées. Il est plus probable qu'ils n'aborderont pas directement cette question. C'est s'ils sont questionnés sur les pratiques qu'ils vont décrire comment les choses se passent, éventuellement en y ajoutant les raisons qu'ils ont envie d'en donner à l'enquêteur. C'est là qu'apparaîtront les effets de la loi. Ce sera au chercheur de repérer ces éléments, d'inciter les paysans à préciser, voire d'en construire l'interprétation qu'il pourra ensuite tester auprès d'eux. Sur le registre voisin des conflits fonciers, plusieurs études récentes ont montré à quel point une enquête « rapide » sur déclaration pouvait donner des résultats complètement différents d'une enquête systématique et conduire à largement surestimer l'ampleur des conflits (Guigou, 1998). De même sur la délicate question des ventes de terre, les déclarations peuvent, selon les cas, aboutir à une surestimation ou une sous-estimation des transactions marchandes.

C'est seulement si l'enquêteur sait orienter ses questions autour de ces enjeux, s'il pose les questions pertinentes, s'il montre qu'il comprend bien les logiques de gestion de la terre et n'est donc pas dans l'attitude normative des interlocuteurs habituels des villageois, que les questions de législations foncières pourront être abordées de façon pertinente. Mener l'entretien jusque là suppose :

- qu'on se pose soi-même les bonnes questions, ce qui renvoie aux aspects développés ci-dessus;
- et qu'on dispose d'un savoir-faire suffisant en matière de techniques d'entretien, individuels et collectifs.

Il y a une grande illusion à croire que, parce qu'on arrive pleins de bonnes intentions pour une enquête, les interlocuteurs vont tout de suite tout nous dire.... Le contexte de l'intervention, les enjeux latents, le besoin de montrer une façade unie, peuvent bloquer l'information, même lorsque l'intervenant a le souci de dialoguer avec ses interlocuteurs²⁰. Sans même rentrer dans les enjeux de l'enquête, dans la façon dont elle est perçue par les villageois, ou dans l'importance des interactions créées par la situation d'entretien, notons juste le simple fait, bien connu, qu'un entretien est d'autant plus approfondi qu'on montre à l'interlocuteur qu'on a connaît déjà le sujet.

de questions sur les modes d'accès à la terre, au capital ou à la main d'œuvre, et ne peut donc voir apparaître le rôle des lignages et des réseaux de clientèle, qui sont pourtant déterminants, et dont les paysans seraient prêts à parler si on leur posait la question.

aux moyens de production, sur ler

²⁰ Pour des exemples en aménagements, cf. Enda-Graf, 1993, et Mathieu M. 1996.

C'est particulièrement vrai lorsque, comme c'est le cas dans tellement de villages d'Afrique de l'ouest, les interviewés ont déjà subi de nombreuses enquêtes de toutes sortes et connaissent une forte désillusion par rapport à leur utilité, quand ce n'est pas par rapport à l'utilité des développeurs eux-mêmes : ils testent alors leur interlocuteur, pour savoir à qui ils ont affaire et s'ils vont faire les mêmes réponses banales aux mêmes questions banales qui leur ont déjà été posées de nombreuses fois. Eviter les questions idiotes ou décalées, poser des questions pertinentes, est une façon de prouver à l'interlocuteur qu'on ne se contentera pas des réponses standard habituelles, mais aussi que cela vaut le coup pour lui de rentrer dans le détail, parce qu'on attend quelque chose de lui, et qu'on sollicite vraiment son expérience ou sa connaissance. Là encore, la connaissance ou la problématisation préalables sont des conditions pour des entretiens fructueux.

On peut aussi s'interroger sur les conditions qui permettent l'expression des connaissances des paysans et de leurs points de vue. Notons d'abord que les paysans n'ont guère besoin de dessiner sur le sable ou de mettre des cailloux dans des cases pour exprimer leurs points de vue de façon structurée et pertinente. Ce serait même leur faire injure que de le penser ! Les outils de la MARP proposent un cadre pour organiser les informations et structurer la discussion, mais pas plus. D'ailleurs le contraste, dans cette étude, entre le caractère assez simpliste des schémas et la richesse des analyses, montrent que celles-ci ne peuvent sortir uniquement de l'interprétation des schémas.

De plus, pré-définir les outils oblige les ruraux à rentrer dans une façon de voir les choses (dans un choix *a priori* des entrées pertinentes), qui n'est pas forcément la leur et comprend le risque d'enfermer dans des catégorisations qui ne sont pas forcément pertinentes. Les outils de classification par niveau de richesse en sont un exemple. Outre le fait que cette conception de la "richesse" et de la "pauvreté" soit très ethnocentrique (cf. M.Mathieu), proposer une échelle linéaire (des plus riches aux plus pauvres) tend à voiler le fait qu'il peut exister plusieurs façons d'être riche (par exemple les anciennes familles dominantes qui ont beaucoup de terres et de bétail, et les "nouveaux riches" de l'émigration) ou pauvre.

Mais surtout, l'approche communautariste est fondamentalement en décalage avec la représentation que se font les ruraux de leur société et de leur position sociale. La stratification sociale en aînés, jeunes, femmes, est une réalité, mais s'en tenir là oblitère les différenciations de statut, de lignage, d'accès au pouvoir politique, qui sont souvent bien plus discriminantes, dans les rapports sociaux comme dans l'accès aux ressources naturelles. Si l'enquêteur n'aborde les questions en ces termes (même de façon indirecte), il est probable que le souci de présenter aux étrangers une image consensuelle, quand ce n'est pas la volonté manifeste de voiler les différenciations, pousseront les participants à l'enquête à occulter la question. Quitte à engager un dialogue faussé, où ils se sentent niés dans leur identité sociale.

Malgré leur apparente neutralité, la démarche d'enquête et les outils visuels utilisés traduisent nécessairement des hypothèses, au moins implicites, sur la question à étudier (ce que signifie la richesse, en l'occurrence) et sur la société locale. Faute d'avoir explicité ses hypothèses, et de les avoir construites à partir de la connaissance existante ou testée par une analyse qualitative préalable, les outils de classification et de répartition des exploitations en groupe risquent de refléter davantage les conceptions implicites des enquêteurs que les conceptions paysannes, biaisant dès lors l'interprétation des résultats ou en tous cas leur prétention à refléter les points de

vue des paysans, quand bien même ce sont eux qui ont réparti les exploitations.

Il se pose aussi des problèmes linguistiques, rarement posés en tant que tels. Même participatives, les enquêtes font rarement l'effort de travailler avec les terminologies locales (sur la terre, sur les rapports sociaux, sur les formes d'appropriation foncière, etc.) et non les termes techniques ou français. Mais comment vraiment dialoguer avec les ruraux et rendre compte des savoirs locaux, sans utiliser les termes par lesquels les paysans désignent les choses et les idées ? ne court-on pas le risque de malentendus sur les termes et leur signification, en utilisant des catégories de pensées qui sont inadéquates ?

Enfin, même si ce sont les villageois qui remplissent eux-mêmes les cadres d'analyse proposés et même si ces outils visuels sont le support de discussions riches, la construction de l'analyse et sa formalisation restent du ressort de l'équipe. Constater cela n'est pas critiquer la démarche en disant qu'elle n'est pas assez « participative », c'est simplement mettre l'accent sur cette étape de l'enquête, et sur tout ce qui se passe entre les informations et analyses livrées par les paysans, et leur tri, leur synthèse, leur formalisation et leur restitution. Ces étapes, qui font peu l'objet de discussions méthodologiques, sont néanmoins fondamentales, car c'est un des moments où, si l'on n'y fait pas suffisamment attention, les risques de lecture partielle des informations et de surinterprétation liés aux présupposés implicites de l'équipe ont le plus de chances de ressortir. Le fait de travailler sur du matériau livré directement par les paysans peut renforcer l'impression que cette étape est une simple mise en forme neutre, alors que c'est là où se construit l'interprétation et qu'elle nécessite des précautions méthodologiques à laquelle la diversité disciplinaire de l'équipe ne suffit pas toujours.

Le fait d'être « participatives » ne permet pas aux enquêtes d'échapper aux problèmes fondamentaux de l'enquête de terrain, problèmes que la réflexion épistémologique et méthodologique des sciences sociales permet de mieux aborder, à défaut d'y donner des solutions définitives tant il est vrai qu'il y a des savoir-faire et des tours de main, mais guère de recettes en la matière.

Conclusion : « L'ignorance optimale » requiert une "connaissance optimale" préalable

Contre la dérive d'un diagnostic qui s'éternise, la MARP prêche "l'ignorance optimale" : on ne cherche pas à tout savoir, mais on se centre sur les informations essentielles ; on accepte un risque d'erreur dans les données recueillies, tout en les validant un minimum par la "triangulation" (c'est-à-dire, de façon plus prosaïque, qu'on cherche à recouper les informations). On ne peut qu'adhérer à ce principe. Une intervention repose toujours sur une vision très simplifiée de la réalité. Dans une optique opérationnelle, il est sans intérêt de prétendre avoir une connaissance exhaustive, l'essentiel est de ne pas trop se tromper sur les hypothèses de départ. L'enjeu est donc de construire un cadre d'analyse à peu près pertinent, qui donne son juste poids aux principaux déterminants de situations complexes²¹. Dans une optique de recherche appliquée, il s'agit d'approfondir une question donnée en un lieu donné, et il n'est souvent ni possible ni nécessaire de mettre en œuvre une démarche scientifique complète. Mais dans les deux cas, cela

²¹ Sur ce point, cf. Lavigne Delville, 1998.

demande de partir des bonnes questions, de savoir identifier les bons indicateurs.

Le postulat empiriciste des Marp considère implicitement qu'une démarche d'enquête fondée sur quelques outils-support suffit pour découvrir l'essentiel, même sans questionnement et références préalables. Or, dans ce qu'elle a de plus pertinent et de plus approfondi, l'étude analysée ici utilise au contraire une somme non négligeable d'acquis scientifiques récents et de connaissances pointues et actuelles, générales ou sur la région, en particulier dans le domaine des sciences sociales. Sans sous-estimer le travail d'enquête proprement dit, ni les informations originales et spécifiques qu'il a permis d'obtenir, ces acquis et ces connaissances préalables ont sans aucun doute été déterminants. Bien sûr, ce n'est pas à l'occasion de cette MARP qu'ils ont été acquis. Il est hors de question de demander un tel investissement intellectuel pour une étude ponctuelle, et cela serait en contradiction avec l'ambition même de la démarche.

Le principe « d'ignorance optimale », au fondement de la Marp, et qui se justifie pleinement dans une optique opérationnelle, requiert en fait une « connaissance préalable optimale », constituée d'une combinaison variable de connaissances sur la région, de « feeling » sociologique et de savoir-faire en matière d'entretiens. Lorsqu'elles ont l'ambition d'être des démarches de recherche (et non pas seulement d'animation), les Marp sont des méthodes d'expert. De telles enquêtes s'inscrivent en effet nécessairement dans une démarche où, explicitement ou implicitement :

- on mobilise sur un lieu donné, pendant un temps court, une masse d'expérience et de connaissances préalables, réunies dans un modèle, plus ou moins détaillé et explicite, de fonctionnement des sociétés rurales ;
- on cible le questionnement, en fonction de ce que l'on cherche et pourquoi, et on fait donc des choix sur les informations essentielles qu'il faut recueillir, les indicateurs qui paraissent *a priori* pertinents ;
- on mène l'enquête de terrain sur la base de ce questionnement préalable, tout en étant particulièrement attentif à tout ce qui ne « colle » pas au modèle, et en ayant la maîtrise suffisante des démarches d'enquêtes pour pouvoir ajuster, réorienter en cours de route.

Les enquêtes « rapides » permettent sans aucun doute de confronter à une réalité particulière des principes généraux sur les systèmes agraires et les dynamiques sociales. Elles permettent de les valider ou les modifier, en fonction des spécificités de la zone, et donc de décrire, de façon simplifiée mais pas trop fautive, cette réalité à partir d'un modèle plus général. Mais il est illusoire de croire qu'elles permettent de les découvrir totalement. La dimension « participative » de la démarche aide au dialogue, mais ne peut pas être un substitut à cette connaissance et à ces savoir-faire.

Qu'elle soit ou non « participative », les résultats d'une enquête « rapide » dépendent très largement de la connaissance préalable dont dispose l'équipe, et de sa vision - explicite ou implicite - des sociétés rurales. On peut même penser que le résultat d'une MARP dépend autant, sinon plus, de ces acquis préalables et de la pertinence de ce "modèle" implicite que de l'application de la "méthode" en tant que telle (les transects, les diagrammes, etc.),

En effet, une partie de ce que décrit l'étude, pour le cas de Ndâme Mor Fademba, correspond à des dynamiques régionales. Les dotations en terre aux marabouts, la structure auréolaire du

terroir et la gestion concertée des zones de culture (décrits par Pélissier, 1966), le développement de l'arachide et de la culture attelée, ses conséquences sur les défrichements et les jachères, les changements des stratégies de réponse à la crise, le développement des migrations, les différenciations économiques croissantes fondées sur les hiérarchies anciennes mais surtout sur l'accès aux ressources migratoires, l'existence et le maintien de logiques multiples et diversifiées de gestion des ressources naturelles, l'existence d'un "droit foncier local" mixte, etc. : dans les grandes lignes, tout cela renvoie aux dynamiques générales du bassin arachidier, elles-mêmes parties prenantes des dynamiques agraires des pays du Sahel. Et les unes et les autres sont abondamment décrites dans des études de références, agraires et socio-anthropologiques²².

Connaître les grandes lignes des dynamiques agraires du bassin arachidier, ou même du Sahel, est une condition fort utile, sinon indispensable, pour une enquête de qualité. Or, à la lecture de rapports Marp réalisés par des équipes de projet, on a souvent le sentiment de beaucoup de généralités, souvent plus affirmées que démontrées, comme si le temps passé à découvrir ces généralités (par rapport à l'état des connaissances, mais peut-être pas aux yeux de ceux qui ont fait l'enquête eu égard à leur connaissance préalable des dynamiques paysannes) avait empêché d'aller plus loin ou que l'enquête n'avait pas permis à l'équipe de vraiment dépasser ses préjugés.

Une connaissance préalable minimale est une condition pour que l'enquête puisse aller au delà de la découverte des généralités, et puisse donner accès à la situation spécifique du village ou de la zone enquêtée. Ici, ce qui est spécifique, ce sont ces 6 villages formant une entité politique cohérente, ce sont des niveaux de pression sur les ressources (espace disponible, nombre d'habitants, modes d'exploitation), cette zone de brousse non cultivée suite au conflit avec le village voisin. Mais si toute situation est en partie spécifique, on ne peut saisir ces spécificités – et leur intérêt par rapport aux objectifs de l'étude ou de l'intervention prévue – que si on la réfère à un cadre plus général.

Entendons-nous bien sur le terme de « modèle ». Il ne s'agit en aucun cas de formalisation mathématique, ni même d'un schéma rigide et mécaniste, mais de points de vue de base sur la société locale, et d'une série de questions, d'hypothèses, d'indicateurs supposés pertinents et de mécanismes liant ces indicateurs. Ces hypothèses servent de guide pour écouter les paysans et mener les entretiens, non pour plaquer le modèle sur la réalité, mais au contraire pour interroger cette réalité à partir d'un questionnement, que l'on ne peut véritablement tester et remettre en cause qu'à partir du moment où on l'a explicité.

Ce "modèle", cette grille de lecture de la réalité, n'a pas forcément besoin d'être très détaillé. Pour une enquête générale (une caractérisation), si on a une bonne capacité d'enquête et suffisamment de « feeling sociologique », quelques postulats de base (par exemple, la version inversée des « 5

²² Les connaissances existantes sur une région sont souvent abondantes, mais éclatées entre différents points de vue disciplinaires, avec des écrits dispersés et difficiles à trouver sur le terrain. Entre la thèse de 600 pages, les articles pointus de sciences sociales publiés dans des revues que ne connaissent pas les intervenants de développement, et des aperçus trop simplistes, ou trop orientés sur l'agriculture, il est malheureusement rare de trouver des analyses de synthèse, courtes, accessibles et pertinentes, cherchant à pointer les caractéristiques essentielles des dynamiques agraires à une échelle régionale ou micro-régionale. Il serait pourtant utile pour tous (équipes Marp, experts de passage, cadres d'Ong, et pourquoi pas responsables paysans) de disposer de telles caractérisation synthétique des dynamiques agraires et foncières régionales. On peut même penser que ce serait des outils d'accompagnement indispensables, lorsque les équipes Marp ne peuvent pas s'appuyer sur un appui spécialisé.

mythes »²³, incluant une prise en compte des stratifications sociales) peuvent suffire car, en interrogeant les villageois à partir d'elles, on saura rentrer dans le détail, faire le lien entre les informations recueillies, les interpréter et construire une représentation simplifiée de la réalité locale qui soit suffisamment pertinente pour orienter l'action. Mais sans une bonne capacité d'enquête, ces quelques idées simples risquent fort de ne donner que des généralités avec en prime la découverte émue que les paysans innoveraient ou savent ce qu'ils font...

Sur des questions plus pointues (sur les relations entre migration et stratégie d'investissement dans l'irrigation, les différents types de droits sur les ressources naturelles ou sur les enjeux fonciers des aménagements de bas-fonds²⁴), le questionnement préalable devra être plus précis. On peut considérer que, plus la démarche est « rapide », concerne des groupes sociaux ou des problématiques peu familières au chercheur, ou implique des personnes peu expérimentées en conduite d'entretiens, plus le travail préalable de construction du questionnement et de définition des indicateurs doit être approfondi. Le modèle implicite a d'autant plus besoin d'être explicité et régionalisé (précisé et adapté à un contexte spécifique : l'Afrique de l'ouest sahélienne, au minimum, sinon le bassin arachidier ou la zone wolof du bassin arachidier) que la MARP est pratiquée par des personnes sans expérience en sciences sociales.

Si l'on veut que les démarches d'enquête participatives soient des outils largement utilisés par des intervenants de développement et des cadres d'Ong, il faut alors inclure dans la formation une formation "théorique" qui diffuse un modèle, simple²⁵ mais pertinent, de lecture des dynamiques agraires sahéliennes. Un tel modèle existe, il apparaît assez clairement à la lecture des études agraires et est connu dans ses grandes lignes²⁶, mais est finalement peu explicité de façon synthétique. Et surtout, il est très loin d'être partagé par la communauté des développeurs : qu'il faille insister dans le rapport sur les 5 mythes des développeurs montre assez qu'on en est loin !!

Dans le contexte actuel des relations cadres/paysans en Afrique de l'ouest, et du poids de ces mythes, on peut craindre que cela ne suffise pas, sans un accompagnement socio-anthropologique de l'apprentissage de l'enquête. Les outils facilitant le dialogue ne suffisent pas. Faute de pousser l'ambition de formation jusqu'au bout, la démarche risque d'aboutir à des effets pervers inverses : le postulat empiriste risque de faire croire aux techniciens qu'ils savent désormais étudier et comprendre les réalités paysannes et peuvent reproduire la démarche, sans remise en cause de leurs présupposés. Ou au contraire les faire tomber dans un populisme basique où, éblouis par la découverte de la parole des paysans, ils la prendraient pour argent comptant. Or, la méthodologie standard ne pousse pas à être attentifs aux conditions d'enquête, et incite au

²³ « Les pratiques paysannes d'exploitation du milieu et de gestion des ressources naturelles dépendent des systèmes sociaux et des logiques économiques des familles (à l'enquête de déterminer quels sont les revenus stratégiques et quelle est la hiérarchie des activités économiques au sein de l'économie familiale); les paysans innoveraient (à l'enquête de déterminer où, pourquoi et comment) ; les systèmes coutumiers continuent à jouer un rôle (lequel ? dans quelle mesure ?), etc. »

²⁴ Sur ce point, cf. Lavigne Delville et al, 1998, qui proposent une démarche d'identification des enjeux, fondée sur des indicateurs construits à partir d'une recherche comparative et discutent les conditions d'une démarche « rapide » sur de tels sujets.

²⁵ Suffisamment simple pour forcer à l'analyse empirique et empêcher de tomber dans une nouvelle vulgate.

²⁶ Cf. Raynaut dir, 1997, pour un essai de synthèse. Ainsi que la Synthèse Sahel, publiée par le Cirad (Bosc et Yung, dir. 1992).

contraire à se réfugier dans la recette, à appliquer les outils en oubliant qu'ils ne sont que des supports pour une approche ouverte, apprenante.

Bibliographie

Bosc, P.M., Dolle, V. ; Garin, P. et Yung J.M., eds 1992 Terrains et innovations; *Le développement agricole au Sahel, tome III Doc Syst. Agraires n°17*, CIRAD, Montpellier, 297 p

Enda-Graf ,1992, *L'avenir des terroirs, la ressource humaine*, Dakar, Enda (réédité par Karthala, sous le titre « la ressource humaine, l'avenir des terroirs », 1995)

Gueye B. et Schoonmaker-Freudenberger K., 1991, *Introduction à la méthode accélérée de recherche participative (Marp ; Rapid Rural Appaisal), quelques notes pour appuyer une formation pratique*, Londres, IIED. 70 p.

Guigou B., Lericollais A. et Pontié G., 1995, « La gestion de la terre en pays sereer siin » in Blanc-Pamard Ch. et Cambrézy L. dir., *Terre, terroir, territoire ; les tensions foncières*. Colloques et séminaires, Orstom, pp. 183-224.

Jacob J.P. dir., 2000, *Sciences sociales et coopération en Afrique : les rendez-vous manqués*, Nouveaux cahiers de l'IUED, 10, PUF/IUED.

Lavigne Delville Ph., Bouju J. et Le Roy E., 1998, *Stratégies foncières et aménagements de bas-fonds au Sahel : comprendre et prendre en compte les enjeux fonciers dans une démarche d'intervention*, Gret, 183 p.

Lavigne Delville Ph., 1998, « A quoi servent les sciences sociales dans les projets de développement rural ? points de vue d'un "agent double" » *Bulletin de l'Apad n°14*, pp.79-107.

Leach M. et Mearns R., 1996, *The Lie of the Land ; Challenging Conventional Wisdom on the African Environment*, African Issues, London, The African Institute, 240 p.

Schoonmaker Freudenberger, M. et K., 1993, « *Champs, jachère et flexibilité* », *la gestion des ressources naturelles à Ndâme Mor Fademba, Sénégal; Résultats d'un étude réalisée selon la MARP* », Londres, IIED, 53 p.

Schoonmaker Freudenberger, Karen,1994,*Tree and land tenure : Rapid appraisal tools*. FAO: Forest, Trees and People Network Publications, CFFM4, Rome, FAO

Mathieu, M. 1996 *Mission d'appui méthodologique à la cellule aménagement de terroirs du programme Inter-Ang*, GRET

Mondain-Monval J.F., 1993, *Diagnostic rapide pour le développement agricole*, coll. Le point sur..., GRET/Ministère de la Coopération.

Olivier de Sardan J.P., 1991, « Savoirs populaires et agents de développement » in Olivier de Sardan J.P. et Paquot E. dir. *D'un savoir à l'autre, les agents de développement comme médiateurs*, Paris, Gret/Coopération française.

Pélissier P., 1966, *Les paysans du Sénégal, Les civilisations agraires du Cayor à la Casamance*. Saint Yrieix, Imprimerie Fabrègue.

Raynaut C. dir, 1997, *Sahels : diversité et dynamiques des relations sociétés-nature*, Paris, Karthala

Raynaut, C. dir. 1988 *Le développement rural de la région au village : analyser et comprendre la diversité*, Bordeaux, GRID, Univ. de Bordeaux II, 174 p